

Questions orales

Pour ce qui est d'autres mesures à moyen et à long terme, j'ai dit que je procéderaï à des consultations approfondies auprès des milieux patronaux et ouvriers. J'ai précisé que l'amélioration de la productivité était un facteur clé pour l'avenir du Canada. J'ai certes l'intention de m'attaquer à ce problème lorsque je consulterai les patrons et les salariés au cours des prochaines semaines.

M. Wilson: Une succession de ministres nous tiennent ce langage depuis déjà un certain temps. Le ministre ne peut manquer de savoir que le Canada vient au dernier rang des pays industrialisés pour la productivité. Il conviendra que les déclarations qu'ils a faites précédemment sur la nécessité de s'en tenir à des augmentations de 6 et 5 p. 100 ne suffiront pas à redresser l'économie. Ce programme règlera une partie du problème certes, mais l'essentiel est d'accroître la productivité.

LES MESURES PROPRES À ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ DES TRAVAILLEURS

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Qu'a fait le gouvernement depuis les élections de 1980 pour accroître la production par travailleur? De toute évidence, c'est la clé de la productivité.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, la hausse de notre niveau de productivité nous préoccupe vivement. Je tiens cependant à rappeler au député que de 1970 à 1980, la performance du Canada se compare assez favorablement à celle de ses concurrents en termes de productivité.

Depuis quelques temps, nous avons dû faire face à un sérieux problème et la solution que je préconise consiste à laisser au secteur des affaires une marge de manœuvre suffisante pour investir dans de l'équipement moderne, améliorer l'efficacité des usines et encourager le patronat et les syndicats à collaborer et à établir de meilleurs relations que par le passé.

M. Wilson: Madame le Président, je dois absolument contester l'affirmation du ministre...

Des voix: Règlement.

M. Wilson: ... car nos problèmes de productivité remontent au milieu des années 70 et non à un an ou deux.

L'ÉTABLISSEMENT DE CENTRES DE PRODUCTIVITÉ

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, en 1961, le gouvernement Diefenbaker avait établi le Conseil national de la productivité afin de rendre les Canadiens plus conscients de l'importance de la productivité et de la nécessité d'aviser aux moyens de l'accroître. Un gouvernement libéral ultérieur a fondu cet organisme dans le Conseil économique, où il ne joue plus qu'un rôle très mineur. Le ministre des Finances envisagerait-il de créer un programme bien financé qui permettrait d'ouvrir des centres de productivité dans tout le pays, programme auquel participeraient le gouvernement, les syndicats et le patronat, de souligner l'importance de la productivité et d'organiser des campagnes d'information

sur la façon d'accroître la productivité et sur le rôle des gouvernements fédéral et autres à cet égard?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Je remercie le député d'avoir proposé une façon d'accroître les dépenses fédérales. J'étudierai sa proposition. Je me souviens de cet organisme qui avait été mis sur pied vers 1960. La formule avait été abandonnée parce qu'elle s'était avérée très peu efficace. En définitive, l'entreprise s'était révélée beaucoup plus fantaisiste que capable de stimuler effectivement la productivité. Je ne tiens pas à commettre à mon tour cette erreur, mais je suis certes prêt à étudier et à examiner, de concert avec nos associés économiques, les avantages de tout changement institutionnel permanent pour la productivité. Si l'établissement de tels centres était vraiment très avantageux, nous serions évidemment stupides de rejeter d'emblée une telle proposition. Je dirai toutefois au député que ce n'est pas en multipliant les institutions et les dépenses fédérales que nous arriverons nécessairement à accroître la productivité du Canada.

* * *

● (1420)

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

L'ÉTABLISSEMENT DE CENTRES DE BIOTECHNOLOGIE

M. Gordon Gilchrist (Scarborough-Est): Madame le Président, je voudrais adresser ma question au ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Le ministre sait que les Nations Unies essaient d'établir un important centre mondial de biotechnologie, situé de préférence dans un pays bien placé pour l'accueillir et l'exploiter. Bien sûr, le Canada, qui jouit d'un haut niveau d'éducation, d'une population faible mais très scolarisée, ainsi que de ressources dans le domaine du développement informatique et agricole, serait un pays acceptable. Est-ce que le ministre a envisagé la possibilité d'établir un tel centre et est-ce qu'il a fait les démarches nécessaires pour informer les Nations Unies que le Canada souhaiterait vivement l'obtenir et le gérerait bien?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, je suis sûr que si un tel centre est établi au Canada, il sera très bien géré. Beaucoup de gens s'intéressent à ce centre. En particulier la ville de Montréal, comme beaucoup d'autres régions du Canada, a exprimé son intérêt.

Il faudrait réellement procéder à une analyse plus poussée. Comme les députés le savent, ce centre sera principalement orienté vers la recherche dans le domaine de la haute technologie pour les pays du tiers monde et vers la formation des scientifiques du tiers monde, ce qui en fait un projet extrêmement intéressant.